

«Verordnung über das Dienstverhältnis der persönlichen Mitarbeiter der Departementsvorsteher» (SR 172.221.104.2) vom 25. Februar 1981 in Artikel 13 Absatz 2 festgehalten: «Die Mitgliedschaft in einem der beiden eidgenössischen Räte ist ausgeschlossen.»
Mittels einer Angleichung von Artikel 81 an Artikel 77 BV könnte die gegenwärtige Rechtsungleichheit ohne Beeinträchtigung des föderalistischen Charakters der Ständervertretung beseitigt werden.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
Rapport écrit du Conseil fédéral

Seit der Gründung des Bundesstaates ist die Wahl des Ständerates Sache der Kantone. Diese regeln das Verfahren, die Wahlberechtigung und die Wählbarkeit. Zwar sagt die Bundesverfassung dies nicht ausdrücklich, doch bestimmt Artikel 80, dass die Kantone ihre Abgeordneten in den Ständerat wählen.

Von Bundesrechtes wegen besteht keine Unvereinbarkeit zwischen dem Ständeratsmandat und der Funktion eines Bundesbeamten. Dies im Gegensatz zur Wahl in den Nationalrat: Bundesbeamte scheidern spätestens vier Monate nach Eintritt in den Nationalrat aus ihrem Amt aus (Art. 77 BV; Art. 18 Abs. 2 BG über die politischen Rechte). Die Motion verlangt eine Angleichung der Rechtslage: Bundesbeamte sollen auch dem Ständerat nicht mehr angehören dürfen. Ist dem Anliegen zu entsprechen?

Der Expertenentwurf von 1977 für eine neue Verfassung geht davon aus, dass die klassischen Unvereinbarkeiten, die letztlich im Gewaltprinzip wurzeln, für die obersten Bundesbehörden in gleicher Weise gelten sollen. Er vereinheitlicht sie daher und bezieht auch den Ständerat ein, da er ebenfalls eine Bundesbehörde ist.

Die Kommission des Nationalrates, die sich mit Fragen der Parlamentsreform befasst, griff das Problem ihrerseits auf. Eine Minderheit beantragte, die für den Nationalrat geltende Unvereinbarkeitsregelung durch eine Partialrevision der Verfassung auf den Ständerat auszudehnen (BBl 1982 I 1137 und 1141). Der Bundesrat stellte fest, dass das Problem wohl existiere, dass eine Verfassungsrevision aber nicht als vordringlich erscheine (BBl 1982 II 337/338). Der Nationalrat schloss sich dieser Betrachtungsweise an und lehnte den Minderheitsantrag deutlich ab («Amtl. Bull.» N 1983, 82). Der Ständerat kam nicht darauf zurück («Amtl. Bull.» S 1983, 484).

Für den Bundesrat besteht keine Veranlassung, die Situation heute, nach so kurzer Zeit, anders zu beurteilen. Im Rahmen der weiteren Arbeiten für eine Totalrevision der Bundesverfassung wird die Frage mitgeprüft. Je nach dem Ausgang der Revisionsarbeiten könnte zu gegebener Zeit eine gesonderte Änderung der Verfassung erwogen werden. Bei dieser Sachlage eignet sich die Form des Postulates besser als die der Motion. Der Bundesrat ist bereit, den Vorstoss als Postulat entgegenzunehmen.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
Déclaration écrite du Conseil fédéral

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Überwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

83.384.

Motion Jaggi
Bundesverwaltung.
Teilzeitarbeit und Beamtenstatus
Administration fédérale. Emplois à temps partiel et statut de fonctionnaire

Wortlaut der Motion vom 16. März 1983

Der Bundesrat wird eingeladen, das geltende Beamtenrecht zu ändern, damit Beamte Teilzeitarbeit leisten können, soweit sich dies nicht nachteilig auf den Dienst auswirkt. Eine Kürzung der Arbeitszeit darf nicht dazu führen, dass die mit dem Beamtenstatus verbundenen Rechte und Pflichten entfallen.

Texte de la motion du 16 mars 1983

Le Conseil fédéral est invité à modifier la réglementation en vigueur, en vue de permettre aux fonctionnaires de travailler à temps partiel, pour autant que cela ne nuise pas à la marche du service. Un horaire de travail réduit ne doit pas entraîner la suppression des droits et devoirs liés au statut de fonctionnaire.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Ammann-Saint-Gall, (Bacciarini, Baechtold), Bäumlin, Bircher, Borel, Braunschweig, Brélaz, Bundi, Carobbio, Chopard, Christinat, (Crevoisier), Dafflon, Deneys, Dupont, Egli, Euler, (Forel, Füg, Gerwig, Girard), Gloor, Houmar, Hubacher, Kopp, (Lang), Leuenberger Moritz, (Loetscher), Longet, (Magnin), Mascarini, Mauch, Meizoz, (Morel), Morf, (Muheim, Müller-Berne), Nauer, Neukomm, Ott, Petitpierre, Reimann, Renschler, Riesen-Fribourg, Robbiani, (Roy), Rubi, Ruffi, (Tochon), Uchtenhagen, Vannay, Weber-Arbon, Zehnder (54)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Dans sa réponse à mon postulat du 22 septembre 1982 (82.059) visant à faciliter l'aménagement de l'horaire de travail individuel des fonctionnaires et employés, le Conseil fédéral se déclare ouvertement «favorable à la création d'emplois supplémentaires à temps partiel dans l'administration fédérale», lesquels viendraient s'ajouter aux quelque 18 000 postes recensés tant dans l'administration générale (2500) que dans les régies (14 000 aux PTT et 1500 aux CFF). Cette volonté clairement exprimée de l'employeur va opportunément à la rencontre d'une demande croissante d'emplois à temps partiel, notamment de la part des femmes exerçant une activité professionnelle.

Malheureusement, certaines dispositions légales et réglementaires continuent de s'interposer entre l'intention de l'employeur et les aspirations du personnel. Elles entravent l'assouplissement des horaires de travail et surtout le développement de nouvelles formes de partage du travail –, l'un et l'autre pourtant souhaitables dans les cas où la bonne marche du service ne s'en trouverait pas affectée.

La présente motion tend à obtenir la suppression, respectivement une interprétation ou une rédaction différente, des dispositions en cause. Dans la pratique, il s'agit de mettre fin à l'incompatibilité entre le statut de fonctionnaire et le fait d'occuper un emploi à temps partiel, donc de traiter le collaborateur travaillant par exemple à 50, 60 ou 80 pour cent, comme celui qui accomplit l'horaire complet (avec une rémunération *pro rata temporis* bien entendu).

Actuellement, l'usage veut que tout fonctionnaire qui réduit son horaire de travail, et indépendamment de la raison, de l'importance ou de la durée de cette réduction, se voit privé de son statut et réengagé comme «employé permanent», avec possibilité de licenciement dans les trois à six mois selon la durée des rapports de service. Quant au nouveau collaborateur venu occuper un emploi à temps partiel, il ne

peut espérer être nommé fonctionnaire, même après un délai d'attente.

Le législateur n'a pas inscrit cette incompatibilité dans la loi fédérale sur le statut des fonctionnaires (RS 172.221.10). C'est donc le Conseil fédéral qui l'a instituée, en interprétant dans ce sens les articles 4, 3^e alinéa, et aussi 62, de ladite loi du 30 juin 1927. Et c'est la Direction générale des PTT qui, dans ses Prescriptions C1 concernant les rapports de service des fonctionnaires des PTT, parle seule un langage dépourvu d'ambiguïté: elle compte expressément, parmi les «conditions générales requises pour la nomination en qualité de fonctionnaire: avoir travaillé à plein temps», pendant une période de service de 6 à 36 mois selon les cas.

Aussi longtemps que de telles dispositions resteront en vigueur, avec leurs conséquences principalement en matière de possibilités de résiliation, l'intention de créer des emplois supplémentaires à temps partiel demeurera certes louable, mais sans grand effet.

C'est pourquoi nous demandons l'abrogation de toute réglementation analogue. Nous n'ignorons pas que la présente motion tend à la modification de textes pour lesquels le Conseil fédéral a reçu délégation législative. Aussi bien, et même si l'Exécutif ne s'est jamais opposé à une motion pour cause de non-compétence parlementaire (selon JAAC 1979, no 1), la présente motion tend à obtenir d'abord une nouvelle rédaction de l'article 4 de la Loi du 30 juin 1927 sur le statut des fonctionnaires: il faudrait préciser que le fait d'occuper un poste à temps plein ne constitue pas une condition nécessaire pour la nomination ou, inversement, que le statut de fonctionnaire n'est pas incomptable avec un emploi à temps partiel (pour autant bien sûr que cela ne nuise pas davantage à la bonne marche du service que les vacances et autres congés, selon articles 60 et 61 du Règlement I des fonctionnaires).

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

Rapport écrit du Conseil fédéral

Dans notre réponse au postulat Jaggi du 22 septembre 1982, nous avons exposé les raisons qui, à notre avis, empêchaient d'accorder aux fonctionnaires et aux employés le droit à l'aménagement individuel de l'horaire de travail. En revanche, nous y avons manifesté notre attitude positive à l'égard de la création d'emplois supplémentaires à temps partiel dans l'administration fédérale. Les agents soumis au règlement des employés peuvent déjà être occupés à temps partiel. Par le truchement de sa motion, Mme Jaggi demande d'étendre cette possibilité aux fonctionnaires. Les problèmes d'ordre juridique et pratique que cela pose sont en train d'être examinés par l'administration. Au point de vue juridique, le message du Conseil fédéral du 18 juillet 1924, publié à l'appui d'un projet de loi sur le statut des fonctionnaires fédéraux, mentionnait que la qualité de fonctionnaire n'était prévue que pour les agents travaillant à plein temps. En réalité, on ne s'est écarté de cette règle qu'en de très rares occasions; les fonctionnaires mis à la retraite partielle pour cause d'invalidité gardent notamment leur statut de fonctionnaire. Attendu que le nombre des questions en suspens – ayant aussi un caractère pratique – est élevé et que le statut d'employé offre au personnel occupé à temps partiel une sécurité juridique presque aussi grande que le statut de fonctionnaire, nous proposons de transformer la motion en postulat, afin que le problème puisse être étudié en détail.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

Überwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

82.583

Motion (Räz)-Rutishauser

Paritätslohn in der Landwirtschaft.

Berechnung

Salaire équitable dans l'agriculture.

Mode de calcul

Wortlaut der Motion vom 7. Oktober 1982

Der Bundesrat wird beauftragt, im Sinne der «Richtlinien für die Ermittlung und Beurteilung der bäuerlichen Einkommenslage vom 17. Dezember 1973» eine kleine Expertengruppe zu bestimmen, die die Ausscheidungsgründe der Testbetriebe gemäss landwirtschaftlichem Jahrbuch 1981 FAT kritisch überprüft und dem Bundesrat Bericht und Antrag stellt.

Die Expertengruppe hat bei ihrer Arbeit zu beachten, dass «die Erhebungen so zu organisieren und auszuwerten (sind), dass die Ergebnisse mit denjenigen der übrigen rationell geführten Betriebe der schweizerischen Landwirtschaft soweit als möglich vergleichbar sind und über die Unterschiede innerhalb der Landwirtschaft Aufschluss» geben. Dabei ist insbesondere auch der Begriff «rationell geführter Betrieb» zu definieren.

Texte de la motion du 7 octobre 1982

Le Conseil fédéral est chargé de désigner, sur la base des «Directives du 17 décembre 1973 applicables à la détermination et à l'appréciation du revenu paysan», un petit groupe d'experts qui devra procéder à un examen critique des critères guidant le choix des exploitations témoins suivant l'annuaire agricole 1981 FAT et présenter au gouvernement un rapport accompagné de propositions.

Le groupe d'experts devra veiller à ce que les enquêtes soient organisées et les résultats évalués de façon que ces derniers puissent être comparés, dans la mesure du possible, à ceux des autres exploitations agricoles suisses qui sont également gérées rationnellement; les résultats devront en outre fournir des renseignements sur les disparités apparaissant dans l'agriculture.

Il conviendra notamment de préciser la notion d'«exploitation gérée rationnellement».

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aregger, Blocher, Bühler-Tschappina, Bürer-Walenstadt, (Dürr), Fischer-Häggingen, Flubacher, Geissbühler, Graf, Hari, Hofmann, Hösli, Jung, Kühne, Landolt, Martignoni, Müller-Scharnachtal, Nebiker, Nef, Oehen, Ogi, Reichling, Risi-Schwyz, (Roth), Rutishauser, Rüttimann, Schnider-Luzern, (Teuscher), Thévoz, Zbinden, (Zwygart). (31)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Bundesrat wird im Sinne der Richtlinien vom 23. März 1977 beauftragt, eine «kleine Gruppe von Fachleuten zu bestimmen», die die Ausscheidungsgründe der Testbetriebe prüfen und Anträge stellen. (Siehe S. 23 und 28 der Ergebnisse über die zentrale Auswertung 1981 der FAT).

1. 239 Betriebe sind richtigerweise – vor allem wegen zu hohem Nebenverdienst – gestrichen worden. Diesen 239 Betrieben gegenüber stehen aber 818 Betriebe, die, wie es im «Schweizerischen Jahrbuch der Landwirtschaft», Seite 180, des Jahres 1980 heisst, «im Mittel mit einem unterdurchschnittlichen Arbeitsverdienst abgeschlossen und deshalb als Testbetriebe gestrichen wurden».

2. Das Bundesamt für Landwirtschaft begründet in einem Brief vom 24. Februar 1982 die Nichtberücksichtigung als Testbetriebe damit, dass 525 Buchhaltungen ohne einen Abschluss mit dem DfE (Direktkostenfreien Ertrag) vorliegen. Solche Forderungen widersprechen aber eindeutig den bundesrätlichen Weisungen gemäss Artikel 121, in dem verlangt wird, dass «zumindest eine sogenannte einfache

Motion Jaggi Bundesverwaltung. Teilzeitarbeit und Beamtenstatus

Motion Jaggi Administration fédérale. Emplois à temps partiel et statut de fonctionnaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	83.384
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	23.03.1984 - 08:00
Date	
Data	
Seite	416-417
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 326

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.